

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Cuba-demande-aux-Etats-Unis-la-mise-en-accusation-du-terroriste-Luis-Posada-Carriles>

Cuba demande aux Etats-Unis la mise en accusation du terroriste Luis Posada Carriles.

- Les Cousins - Cuba -
Date de mise en ligne : mardi 16 janvier 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Déclaration du Ministère des Relations Extérieures de Cuba.

[Leer en español](#)

La presse internationale a rapporté que, le 11 janvier 2007, le gouvernement des États-unis qui a protégé durant 18 mois le terroriste international Luis Posada Carriles, s'est vu obligé à l'inculper pour fraude et pour avoir menti alors qu'il sollicitait sa naturalisation aux États-Unis.

Le gouvernement des États-Unis s'est vu obligé de reconnaître que notre Commandant en chef avait raison quand, en avril 2005, en commentant l'information publiée par le quotidien mexicain Por Esto, il a dénoncé de façon répétée que depuis pratiquement un mois, Posada Carriles se trouvait, en toute impunité en territoire nord-américain, où il était arrivé à bord de l'embarcation Santrina, provenant de Isla Mujeres, où il avait été recueilli par Santiago Alvarez Fernandez-Magriña et d'autres terroristes pour son transfert aux États-Unis.

Après que le gouvernement nord-américain se soit vu obligé à le détenir le 17 mai 2005. après deux mois de permanence illégale, mais permise, sur le territoire des États-Unis, le terroriste a tissé un filet de mensonges selon lesquels il était entré en territoire des États-Unis par la ville mexicaine de Matamoros, qu'il ne s'était pas trouvé à Cancun ni à Islas Mujeres, que durant son passage au Mexique il n'avait vu, en aucun moment, l'embarcation Santrina, et qu'il n'avait jamais vu non plus Santiago Alvarez et les autres terroristes qui, selon ce qui a été dénoncé par notre Commandant en chef, l'ont accompagné dans la traversée depuis le Mexique aux États-Unis.

Au cours de l'instruction du 11 janvier, le gouvernement des États-Unis invoque le fait que Posada a eu une conduite frauduleuse et a menti, car en réalité, « il est entré aux États-Unis par la mer à bord de l'embarcation Santrina, a voyagé à Cancun et Islas Mujeres au Mexique à bord de l'embarcation Santrina et a voyagé sur elle aux États-Unis, et Santiago Alvarez, Osvaldo Mitat, Rubén Lopez Castro et José Pujol étaient avec lui à bord de l'embarcation Santrina durant la traversée du Mexique aux États-Unis ».

Le gouvernement des États-Unis oublie fréquemment que la vérité a toujours été une arme fondamentale de la Révolution cubaine. Aujourd'hui, presque deux ans plus tard, il n'a eu d'autre option que de le reconnaître.

Pour sa part, le gouvernement de Vicente Fox, au Mexique, face à la requête cubaine pour qu'il enquête en profondeur sur le passage de Posada Carriles par le dit pays, a informé officiellement notre gouvernement, le 25 mai 2005, que l'entrée du terroriste en territoire mexicain n'apparaissait pas dans ses registres. Il indiquait de plus que l'embarcation Santrina était arrivée à Isla Mujeres le 14 mars 2005 et assurait que la dite embarcation, après avoir été réapprovisionnée, était partie de la dite localité avec les mêmes membres d'équipage qu'à son arrivée, sans que parmi eux ne se soit trouvé Luis Posada Carriles.

Dans l'instruction du 11 janvier, le gouvernement des États-Unis n'a pas inclus une référence quelconque au terrorisme. Le gouvernement nord-américain connaît bien, et il en a toutes les preuves, les innombrables actes terroristes commis par Posada Carriles, y compris la destruction en plein vol d'un aéronef de Cubana de Aviacion en 1976 et les actes de terrorisme perpétrés contre des hôtels cubains en 1997, un desquels a coûté la vie au jeune touriste italien Fabio Di Celmo.

Pour le gouvernement des États-Unis, la seule voie correspondant aux traités internationaux sur le terrorisme dont il est partie et parce que il en est ainsi de par ses propres lois, aurait été de qualifier Luis Posada Carriles, depuis le début, de terroriste et de porter des accusations pour terrorisme, ce qui aurait empêché le long procès migratoire à

El Paso, dont le seul objectif a été de le protéger pour éviter que soient rendus publics les nombreux secrets qu'il connaît au sujet des actions secrètes, des actes illégaux et des liens de l'empire avec la mafia anti-cubaine, spécialement dans la période où le père de l'actuel président des États-Unis était le directeur de la CIA.

Le ministère des Relations extérieures espère que cette instruction des accusations contre le terroriste Posada Carriles pour des délits de caractère migratoire d'importance mineure, ne se convertisse pas en un écran de fumée pour étendre l'impunité pour le grave délit de terrorisme, ou un prétexte pour continuer à ignorer la demande d'extradition de Posada Carriles présentée le 15 juin 2005 par le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, pour sa responsabilité dans l'explosion de l'avion de Cubana de Aviacion et à propos de laquelle il n'a toujours pas donné de réponse.

La prochaine épreuve pour le gouvernement du président Bush sera le 1er février prochain. Ce jour là, il devra répondre à l'ordre du juge Philip Martinez de justifier le fait que Posada Carriles doive demeurer en prison, en conformité avec la Section 412 de la Loi patriotique des États-Unis, et il sera obligé pour cela de reconnaître que « sa libération menace la sécurité nationale des États-Unis ou la sécurité de la communauté ou de toute autre personne ». L'heure de la vérité a sonné. Les parents des victimes réclament justice. Nous verrons maintenant ce que fera le président qui s'est nommé lui-même « leader mondial de la lutte contre le terrorisme ». "

La Havane, le 15 janvier 2007.